

DÉBATS FESTIVAL D'ANGOULÊME

Thierry Groensteen, historien de la bande dessinée : « Le Festival d'Angoulême ne doit pas mourir »

TRIBUNE

Thierry Groensteen

Historien de la bande dessinée

Dans une tribune au « Monde », l'ancien directeur du Musée de la BD d'Angoulême rappelle que les difficultés liées à l'organisation du festival ne sont pas nouvelles, et s'interroge sur les manières d'assurer la survie de cet événement culturel majeur.

Publié hier à 06h30, modifié hier à 21h03 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés Lire sur Europresse



Au « Monde des Bulles », lors du 51^e Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, le 26 janvier 2024. YOHAN BONNET / AFP

Le sort du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême émeut aux quatre coins de la planète BD. Comment en est-on arrivé là ? Comment la société 9^e Art +, chargée de l'organisation de la manifestation depuis 2008, son directeur Franck Bondoux, puis l'association du Festival international de la bande dessinée, qui lui a confié ce mandat, ainsi que sa présidente, Delphine Groux, ont-ils réussi à se mettre à dos l'ensemble de la profession –

éditeurs et auteurs unanimes à rejeter leur double gouvernance – ainsi que les financeurs ?

Le mal est bien plus ancien que les derniers dysfonctionnements de cet attelage. Depuis que 9^e Art + est aux affaires, il n'y a pas eu beaucoup d'éditions qui n'aient été entachées d'un scandale. Comme il est impossible de les rappeler tous, concentrons-nous sur le millésime 2016, qui avait réussi l'exploit d'en cumuler deux, et de taille. Le maître de cérémonie de la remise des prix avait commencé par annoncer une série de lauréats prise au sérieux par la salle et par les pseudo-vainqueurs eux-mêmes, avant d'annoncer qu'il s'agissait d'un canular et de donner le vrai palmarès. Imagine-t-on les soirées des Césars, des Molières ou des Victoires de la musique commencer par des annonces de trophées bidon ?

Quelques semaines plus tôt, 9^e Art + avait soumis au vote de la profession une liste de trente artistes proposés pour l'attribution du Grand Prix récompensant l'ensemble d'une carrière. Trente noms, et parmi eux... pas une seule femme.

Lire aussi | [Festival d'Angoulême : les principales maisons d'édition de BD menacent d'un boycott](#)

Oui, ce festival, ou plutôt l'incurie de ses organisateurs, nous a souvent fait honte. Et la crise qui a éclaté en 2025 est nourrie par une grande lassitude et une accumulation de dérives qui ont usé les meilleures volontés, à commencer par celles des auteurs et autrices ayant le sentiment de n'avoir jamais été écoutés ni respectés.

Mal endémique

En janvier 2017, décidées à mettre le holà à une situation déjà explosive et à assainir les relations entre les différents acteurs, les collectivités publiques et les organisations professionnelles concernées avaient mis en place une Association pour le développement de la bande dessinée à Angoulême (ADBDA) chargée d'assurer des liens plus fluides entre les différents professionnels et de mieux contrôler l'utilisation des moyens financiers alloués au festival. Bruno Racine, qui venait d'achever son troisième mandat à la tête de la Bibliothèque nationale de France, avait accepté d'en prendre la présidence.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

L'ADBDA existe toujours, présidée aujourd'hui par David Caméo, qui fut chargé de la politique de la BD au ministère de la culture sous Jack Lang [*ministre de la culture de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1993*], Catherine Trautmann [*1997 à 2000*] et Catherine Tasca [*2000 à 2002*]. Mais la convention pluriannuelle d'objectifs négociée avec 9^e Art + n'a pas empêché le prestataire de continuer à accumuler les erreurs et à s'attirer toutes sortes de reproches mérités. C'est que le mal est endémique et tient beaucoup à la personnalité même de Franck Bondoux.

Lire le récit : [Crise et défiance au Festival de la bande dessinée d'Angoulême](#)

La proposition avancée récemment – pour être abandonnée quelques jours plus tard – d'instaurer une gouvernance partagée entre 9^e Art + et la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image laissait pour le moins incrédule. L'entreprise privée et l'établissement public n'ont cessé, depuis des décennies, de se comporter en frères ennemis, animés par une méfiance réciproque. Ils ont amplement démontré leur incapacité à unir leurs forces pour défendre et célébrer le neuvième art. Longtemps, le Festival d'Angoulême s'est même refusé à mentionner dans le programme de la manifestation les grandes expositions que la Cité produisait pour l'occasion.

Mais 9^e Art + a été forcé de se retirer du jeu et le festival est devenu un bateau sans capitaine, qui prend l'eau de toutes parts. Aujourd'hui, les collectivités territoriales partenaires proposent que l'ADBDA pilote la mise en concurrence qui désignera le successeur de Frank Bondoux, avec toutes les garanties de transparence et d'impartialité souhaitées.

Issue raisonnable

Le Festival d'Angoulême a survécu à d'autres crises. Cédant aux appels du maire Alain Carignon, l'équipe organisatrice était partie offrir ses services à la ville de Grenoble, qui organisa deux salons de la BD, en 1989 et 1990. Avec le renfort de quelques professionnels parisiens, c'est le personnel de ce qui ne s'appelait pas encore la Cité mais le Centre national de la bande dessinée et de l'image qui assura l'organisation des 16^e et 17^e éditions de la manifestation angoumoisine.

Ce sauvetage, qui permit au festival de survivre, aurait pu conduire à ce que le centre en devienne l'opérateur permanent. A l'époque, l'association du Festival international de la bande dessinée résista de toutes ses forces à ce scénario, craignant d'être dépossédée de son projet attiré. Il est ironique que la même association n'ait plus vu, en 2025, d'autre issue à la crise que de faire appel à l'institution jusque-là tenue le plus à distance possible.

Lire aussi | [Festival de la BD d'Angoulême : les pouvoirs publics reprennent la main après plusieurs jours de crise](#)

On pourrait attendre de la ministre de la culture [*Rachida Dati*] qu'elle prenne cette situation délétaire à bras-le-corps et s'efforce d'y trouver une issue raisonnable. Mais le dossier de la bande dessinée n'est plus véritablement défendu au sein du ministère, et l'Etat est notoirement peu investi dans le financement du festival, loin derrière le département, la région et la ville.

Le festival ne doit pas mourir, et c'est à la profession elle-même, à toutes les forces vives de la bande dessinée qu'il appartient maintenant de prendre leurs responsabilités, d'imaginer le festival de demain, en somme, d'imposer leurs vues.

Il semble peu probable que l'édition de janvier 2026 puisse se dérouler dans des conditions satisfaisantes. Il n'est même pas certain qu'elle ait lieu. Mais à l'heure où le marché de la bande dessinée est en difficulté, où de nombreuses maisons d'édition font part des obstacles qu'elles rencontrent et où les résultats de la nouvelle enquête des Etats généraux de la bande dessinée sur la situation des auteurs et autrices, qui seront prochainement rendus publics, attesteront d'une dégradation manifeste de leurs conditions de travail déjà précaires, il est inenvisageable de se passer d'un festival à l'aura internationale et qui constitue la meilleure des vitrines pour un art à la créativité intacte.

- 📖 **Thierry Groensteen** est historien de la bande dessinée, ancien directeur du Musée de la BD d'Angoulême, correspondant de l'Académie des beaux-arts.
Dernier ouvrage paru : « Hergé » (PUF, « Que Sais-Je ? », 128 pages, 10 euros).

Thierry Groensteen (Historien de la bande dessinée)

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

De l'art de juger : dans les coulisses des procès

Atelier d'écriture

Quinze heures d'apprentissage avec Jean Rouaud

Cours du soir

Comprendre le grand désordre mondial par les cartes avec Delphine Papin

[Voir plus](#)